



Syndicat national Force Ouvrière  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

**Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - [foesr@foesr.fr](mailto:foesr@foesr.fr) - [www.foesr.fr](http://www.foesr.fr)

## Leur austérité, leur autonomie !

### NOS emplois, NOS salaires, NOS diplômes, NOS établissements !

Il faut trouver 6 millions d'€ à Reims ! 3,5 millions à Saint-Etienne ! 21 millions à Metz-Nancy ! 1,4 million à Avignon, à Besançon... Et combien d'autres sont concernées ! À vrai dire presque toutes. C'est le résultat des 60 milliards d'économies qu'un gouvernement Barnier en sursis voudrait imposer à tous les salariés.

Tous les présidents d'université ou presque protestent. Ceci a un mérite : attirer l'attention sur la situation catastrophique de l'enseignement supérieur. Mais l'autonomie n'a jamais été rien d'autre qu'une délégation de gestion de la pénurie. Pendant des années les présidents ont appliqué de manière zélée la politique des différents ministres, pour toujours plus d'autonomie dans un cadre concurrentiel. Ces derniers temps, beaucoup ont de plus secondé cette politique dans sa dimension liberticide, en sanctionnant les collègues ou les étudiants se mobilisant pour Gaza.

Les diatribes des présidences s'accumulent contre trois mesures gouvernementales mais pas un mot sur les mesures qui préoccupent tout un chacun immédiatement : les 3 jours de carence, la baisse du remboursement à 90 % des arrêts maladies, la suppression de la GIPA, le gel du point d'indice, les salaires de misère pour la quasi-totalité des contractuels et pour nombre de titulaires, les blocages de carrière... Il est vrai que tout ceci contribue à résorber les « déficits » de ce qu'ils considèrent comme « leurs » établissements. Tous protestent, les uns en appelant à des AG, d'autres à se mobiliser le 3 (du jour au lendemain...), ou le 5, un autre encore en fermant son université ! Tous protestent mais tous se disposent à appliquer, comme ils l'ont toujours fait. Tandis que certains floutent les conséquences, d'autres assurent au petit peuple qu'elles seront marginales dans leur université, d'autres encore continuent à se comporter en bons élèves vexés que leur entreprise universitaire soit ainsi punie alors qu'elle est « bien gérée », d'autres enfin dévoilent plus franchement le détail des coupes à effectuer (voir par exemple les [conséquences pour l'université de Reims](#), présentées dans une motion/pétition que nous vous invitons tous à signer).

Certains demandent tout de suite de sacrifier sur l'autel de l'austérité diplômes, formations, services... À nous de choisir ! Ils nous délèguent la responsabilité de nous faire harakiri.

C'est une voie sans issue car chacun est conscient que si le cours du collègue est amputé, demain ce sera le sien ; si les conditions de travail du collègue sont dégradées, demain ce sera son tour ; si les postes du service d'à côté ne sont pas renouvelés, demain c'est son emploi qui sera en jeu.

FO ESR appelle l'ensemble des collègues à rester solidaires en adoptant partout des motions : Pas touche à nos diplômes ! Pas touche à nos conditions de travail ! Pas touche à nos emplois !

Il revient aux personnels d'ouvrir une issue pour sauver leurs enseignements et leurs diplômes, leurs emplois, leurs établissements !

*FO ESR sera toujours avec les collègues de toutes catégories dans toutes les initiatives qui permettent de rassembler en défense des droits des salariés. Mais pour FO ESR, le temps d'une réaction nationale et interprofessionnelle est venu, contre les projets actuels mais aussi pour bloquer toutes les politiques austéritaires et liberticides que ce gouvernement moribond amplifie.*

À compter du 10 décembre un appel à la grève est lancé dans toute la fonction publique et chez les cheminots.

FO ESR invite les collègues enseignants, BIATSS, chercheurs, à se réunir pour saisir cette opportunité et mettre au centre leur refus de la destruction de nos diplômes, de nos conditions de travail, de nos emplois et de nos salaires, de nos établissements, l'exigence des dotations en postes statutaires et en crédits pérennes pour assurer l'ensemble de nos missions d'enseignement et de recherche.

**Partout, réunissons-nous pour organiser la grève à partir du 10, lister toutes les revendications dans nos établissements comme nationales, adopter des motions en direction des présidences ou directions, du ministre, du gouvernement et du président de la République !**